

14 décembre 2024 : mobilisation pour les droits des travailleur·ses immigré·es (Appel unitaire)

Né·es ici ou venu·es d'ailleurs, l'égalité des droits, c'est pour toutes et tous !

Nous ne voulons pas d'une société raciste. Nous voulons pour nos voisin·es, collègues de bureau, d'atelier, nos camarades d'amphi, pour notre médecin, notre boulanger·e, pour la copine de classe de notre fille... une réelle égalité des droits.

Nous vivons ensemble, et ne concevons pas la société autrement que dans le respect de ce qui nous lie

La fraternité est aux côtés de la liberté et de l'égalité sur le fronton de nos édifices publics. Ces grands principes doivent se traduire par l'accès effectif à tous les droits, pour toutes et tous ; par l'accueil et la valorisation de la diversité qui fait la richesse de notre pays, de tout pays ; par le développement des solidarités pour et avec celles et ceux qui en ont besoin.

Travailleuses et travailleurs étrangers, personnes exilées, étudiantes et étudiants internationaux... qu'ils et elles soient arrivés hier ou il y a 20 ans, toutes et tous se retrouvent la cible de politiques migratoires qui voient en l'étranger un criminel en puissance, un « indésirable ».

La loi immigration de janvier 2024 et le Pacte Asile & Immigration de l'Union européenne ont encore radicalisé des politiques répressives et brutales, généralisant la maltraitance administrative. Les politiques publiques sont aujourd'hui dévoyées et utilisées comme des outils pour surveiller, arrêter, enfermer, expulser... C'est sur cette toile de fond que prospèrent au quotidien la xénophobie, la stigmatisation et les discriminations.

- Les mers ramènent sur nos côtes les corps de celle et ceux que le choix politique d'une « Europe forteresse » a condamné·es ;
- des exilé·es venu·es chercher la protection à laquelle ils et elles ont droit sont renvoyé·es vers d'atroces destins dans des pays qui violent les droits fondamentaux autant que le droit international ;
- des enfants et des adolescents sont abandonnés par les institutions qui devraient les protéger ;
- des personnes qui travaillent, étudient, vivent avec nous sont harcelées et traitées comme des délinquants faute de recevoir les documents qui légaliseraient et pérenniseraient leur séjour ;
- des résident·es de longue date rencontrent des difficultés indues pour la prolongation de leur titre de séjour, et se retrouvent de ce fait plongé·es dans une dramatique spirale, perdant leur travail, leur logement, leurs droits sociaux et leur couverture médicale.

L'extrême droite développe le fantasme d'une population « étrangère » présentée comme trop nombreuse et « inassimilable ».

Elle attise auprès de la population le rejet des « étrangers » qui — selon elle — seraient la cause de tous les maux socio-économiques endurés par la société.

En écho, le gouvernement instrumentalise cette peur de l'autre et prépare une énième loi toujours plus répressive qui pourrait s'affranchir, cette fois, du cadre de l'État de droit.

Cette surenchère, contraire à nos valeurs d'humanité et de solidarité à la base de notre pacte social, abîme profondément nos sociétés.

Il faut réagir !

Nous sommes déjà nombreuses et nombreux à le faire au quotidien, en dépit des menaces qui pèsent sur nos militant-es syndicaux et associatifs qui s'engagent auprès de celles et ceux qui sont privé.es de leurs droits et de leur dignité pour une couleur de peau, une religion ou le simple fait d'être né ailleurs.

Des millions de citoyens et citoyennes pensent comme nous et sont prêts à faire retentir la puissante voix de la solidarité !

Le 14 décembre, manifestons partout en France pour défendre le respect de la protection et des droits des travailleuses et travailleurs migrants, de leurs familles et de toutes les personnes exilées !

Et le 18 décembre, Journée internationale des migrants, en meeting unitaire à Paris et dans d'autres initiatives en province, réaffirmons plus encore l'impérieuse nécessité de l'égalité des droits pour toutes et tous, né-es ici ou venu-es d'ailleurs !

Les signataires

Un appel à l'initiative de la Confédération générale du travail (CGT), LDH (Ligue des droits de l'Homme), Amnesty International France, Attac France, Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), La Cimade, Emmaüs France, Fédération syndicale unitaire (FSU), Femmes égalité, Groupe accueil et solidarité (Gas), Intercollectif de sans-papiers, Médecin du monde, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Oxfam France, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature (SM), Union syndicale Solidaires, Utopia 56.

Autres signataires :

Association nationale des villes et territoires accueillants (Anvita), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT), CRDE Solidarité Migrants Pau Béarn Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR), Femmes Egalité, Ligue des droits de l'enfant (LDE) Belgique, Les Midis du MIE, Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR), Roya citoyenne.